

MCSC/CV

Monsieur le Ministre,


Réuni le 25 juin, le Bureau de l'Association des Maires de France n'a pu que constater les très vives difficultés que crée, dans l'ensemble des communes de France, la suppression de l'école le samedi matin dès la prochaine rentrée scolaire.

Les associations départementales de maires, très nombreuses à nous écrire, comme les maires qui nous saisissent directement, nous font part de questions de plus en plus nombreuses et de plus en plus complexes au fur et à mesure de la prise de connaissance par les acteurs locaux du contenu exact de cette réforme.

Les réunions des conseils d'écoles se déroulent sans que les incidences des divers choix soient connues et étudiées ni en terme organisationnel, ni au regard des temps de travail des personnels communaux attachés à l'école, ni en matière de coûts supplémentaires pour les communes.

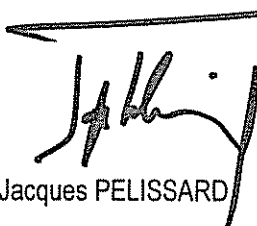
Elles font apparaître des divergences sensibles entre les attentes des différents acteurs scolaires. Les écoles d'un même territoire proposent des schémas différents d'organisation de la semaine scolaire sans tenir compte de l'organisation du périscolaire ou du transport scolaire.

Les maires qui sont membres de ces conseils ont d'autant moins la capacité de faire entendre leurs propositions que les enseignants font part de contraintes liées à l'organisation de stages ou autres. Certains inspecteurs d'académie annoncent déjà qu'ils n'accorderont aucune dérogation pour neuf demi-journées alors que le décret les prévoit sauf rejet motivé.

 Il ressort globalement des remontées du terrain un sentiment général de pagaille que j'ai le devoir de vous rapporter car il est générateur de beaucoup d'inquiétudes et de mécontentement pour les maires. Il est d'ailleurs à craindre que les difficultés soient davantage ressenties au mois de septembre prochain quand les élus comme les parents supporteront concrètement les effets de cette réforme.

Pour ces raisons, le Bureau de l'AMF, dans la diversité de ses sensibilités et des communes qu'il représente, réitère avec force auprès de vous la demande, que je vous avais déjà faite en son nom en avril dernier, de reporter d'un an la mise en œuvre de cette réforme.

Amf



Jacques PELISSARD

Monsieur Xavier DARCOS
Ministre
Ministère de l'Éducation Nationale
110, rue de Grenelle
75357- PARIS 07 SP